

"Danois, Finlandais et Suédois divisés face à la monnaie unique" dans Le Monde (1er janvier 1999)

Légende: Le 1er janvier 1999, jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM), le quotidien français Le Monde décrit les hésitations, malgré leurs performances économiques, du Danemark, de la Finlande et de la Suède par rapport à l'adoption de la monnaie unique européenne, l'euro.

Source: Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie ; Réd. Chef PLENEL, Edwy. 01.01.1999, n° 16 775. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"danois_finlandais_et_suedois_divises_face_a_la_monnaie_unique"_dans_le_monde_1er_janvier_1999-fr-51d068cc-a059-45ea-b61f-b238dd74d9d1.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Danois, Finlandais et Suédois divisés face à la monnaie unique

Stockholm

de notre correspondant en Europe du Nord

Si la monnaie unique rassemble désormais onze pays de l'Union européenne (UE), elle divise la région nordique. Voilà trois Etats membres, la Finlande, la Suède et le Danemark, dont les performances économiques les autorisent tous, théoriquement, à participer au lancement de l'euro. Mais, au matin du vendredi 1^{er} janvier 1999, la région septentrionale aura offert la démonstration éclatante de l'existence d'une Europe à plusieurs vitesses - et de la difficulté des Nordiques à agir de concert. Des trois pays, pourtant tous dirigés par des premiers ministres de même sensibilité (social-démocrate), seule la Finlande se sera réveillée avec l'euro comme nouvelle monnaie officielle. La Suède, elle, a décidé de s'abstenir, pour l'instant. Quant au Danemark, il en a été exempté à sa demande par ses partenaires européens dès 1992. Sans parler de la Norvège, qui a refusé d'adhérer à l'Union...

Pour expliquer leurs positions, les gouvernements de Stockholm et de Copenhague ont coutume d'invoquer l'hostilité de leurs opinions publiques à l'encontre de l'euro. C'est un fait que les Danois ont dû s'y reprendre à deux fois pour approuver, par référendum, le traité de Maastricht. Et encore n'ont-ils dit « oui » qu'à une version du texte expurgée de quatre thèmes alors tabous dans le royaume, dont la monnaie unique.

Dès l'entrée de leur pays dans l'UE, en 1995, avec la Finlande, les Suédois ont fait preuve de méfiance à l'égard de l'ensemble de la construction européenne, jugée envahissante et bureaucratique. Pour eux, l'euro représentait un pas de plus vers un fédéralisme suspect. Tel était du moins l'état d'esprit des Danois et des Suédois au printemps 1998, lors de la sélection par les Quinze des participants à l'Union monétaire.

En Finlande, le gouvernement aurait pu également tourner le dos à l'euro s'il s'en était tenu aux sondages. En effet, jusqu'en avril 1998, date à laquelle le premier ministre Paavo Lipponen parvint à convaincre le Parlement d'opter pour la monnaie unique, une majorité de Finlandais regardaient cette dernière avec scepticisme. Se résigner à abandonner sa monnaie n'est pas chose aisée pour un pays indépendant depuis quatre-vingts ans à peine. Mais, une fois prise la décision politique, la population s'est ralliée majoritairement au projet. Pour cet Etat limitrophe de la Russie - le seul de toute l'UE -, l'euro recèle un indéniable facteur de stabilité, au sens large du terme. Les Finlandais en ont eu un avant-goût lors de la crise survenue, en août 1998, chez leur grand voisin oriental. Leur devise, le markka, a supporté les turbulences nettement mieux que les couronnes suédoise, norvégienne et danoise.

« Coller » au peloton

Ces remous, cumulés aux contre-coups de la crise asiatique et à la méfiance des marchés financiers à l'égard des monnaies faibles, ont-ils inquiété Suédois et Danois ? Toujours est-il que le vent a commencé à tourner. La plupart des sondages publiés au Danemark depuis octobre donnent un avantage aux partisans de l'euro sur les opposants à la monnaie unique. En Suède, la tendance est moins nette, mais perceptible. Si elle se confirme dans les mois à venir, les populations des deux royaumes pourraient être consultées sur l'euro plus tôt que prévu. Mais pas avant 2001, ont affirmé récemment leurs dirigeants. En attendant, le premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen, a appelé à « *un large débat national sur le pour et le contre* » de l'Union économique et monétaire (UEM). Même message du côté suédois, où une campagne d'information a été lancée à destination du public et des entreprises.

Pour pouvoir rejoindre l'Euroland, Stockholm devra lier sa monnaie, flottante depuis 1992, à la nouvelle version du système monétaire européen, le SME *bis* (*lire ci-dessous*). La couronne danoise, elle, est déjà attachée à ce mécanisme de régulation des taux de change, Copenhague faisant tout pour qu'elle suive au plus près l'euro, il y va de l'intérêt des deux capitales de « coller » au peloton des Onze, afin de maintenir la confiance en leur économie et de faciliter leur éventuel ralliement futur. En dépit de cette politique, les compagnies suédoises et danoises s'appêtent à payer la note : la non-participation à la monnaie unique leur occasionnera des frais, en particulier de couverture des opérations de change. Le groupe Volvo évalue ces

frais à près de 300 millions de couronnes (208 millions de francs) par an, soit 2 % de son bénéfice avant impôts...

Antoine Jacob